



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent quarante-cinquième session

Rome, 15-16 septembre 2025

---

# Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

---

Cote du document: EB 2025/145/R.23/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 7 a)

Date: 16 septembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

### **POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à soumettre au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session le présent document, y compris le projet de résolution qui y figure.

---

---

### **Questions techniques:**

#### **Ronald Hartman**

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats  
et de la mobilisation des ressources à l'échelle  
mondiale

courriel: [r.hartman@ifad.org](mailto:r.hartman@ifad.org)

#### **Charlotte Thumser**

Analyste des partenariats, reconstitution des  
ressources

Division de l'engagement, des partenariats et de la  
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

courriel: [c.thumser@ifad.org](mailto:c.thumser@ifad.org)

---

## **Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

1. Le paragraphe 1 de la résolution 235/XLVII sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) fixe pour cette dernière une période triennale débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2025.
2. Aux termes de la section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, « afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, le Conseil des gouverneurs détermine périodiquement [...] si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes ».
3. Afin de réserver le temps nécessaire pour déterminer la disponibilité des ressources, avant l'expiration de la période couverte par FIDA13, un projet de résolution portant établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) doit être examiné par le Conseil d'administration pour soumission au Conseil des gouverneurs assorti des recommandations d'examen et d'adoption y afférentes.
4. Compte tenu du bilan positif de la présidence externe pendant les Consultations sur les Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième reconstitutions des ressources, le Conseil des gouverneurs a décidé que la présidente ou le président de la Consultation sur FIDA14 serait nommé à l'issue d'une procédure ouverte devant s'achever avant la première session de la Consultation sur FIDA14, en collaboration avec le Conseil d'administration. Par la suite, le Conseil d'administration a approuvé la procédure par laquelle il entend sélectionner une présidente ou un président externe à recommander au Conseil des gouverneurs.
5. Conformément à cette procédure approuvée, sur recommandation du Président du FIDA, Mme Åslaug Marie Haga a été désignée présidente externe de la Consultation sur FIDA14<sup>1</sup>.
6. Le Conseil d'administration est invité à approuver la soumission du projet de rapport et du projet de résolution ci-joints au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session, en février 2026.
7. La Consultation sera officiellement établie en 2026, à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs, et les recommandations qui en seront issues seront transmises au Conseil des gouverneurs en 2027, à sa cinquantième session. Une fois la Consultation établie, le lancement prendra la forme d'un débat préliminaire entre ses membres. Trois sessions de fond devraient ensuite suffire pour mener à bien les négociations sur FIDA14. Des séances de consultation ou des séminaires en ligne sont également prévus à l'appui. Après consultation des secrétariats respectifs de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial, le secrétariat du FIDA propose les dates suivantes:
  - i) Lancement de la Consultation sur FIDA14, avec les membres de cet organe, faisant suite à son établissement et à la Table ronde des Gouverneurs sur FIDA14 prévus à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs: jeudi 12 février 2026.
  - ii) Première session: jeudi 7 et vendredi 8 mai 2026.
  - iii) Deuxième session: jeudi 29 et vendredi 30 octobre 2026.
  - iv) Troisième session: lundi 14 et mardi 15 décembre 2026.

---

<sup>1</sup> Voir EB 2025/144/R.14.

8. Le Conseil d'administration est invité à noter que la direction étudie la possibilité que certaines sessions de la Consultation sur FIDA14 ne soient pas organisées au siège du FIDA, mais accueillies par des États membres du Fonds. Le lieu finalement retenu pour chaque session sera soumis à l'aval de la Consultation.
9. En ce qui concerne la composition de la Consultation sur FIDA14, il est proposé de maintenir celle qui a été adoptée pour la Consultation sur FIDA13 en vertu de la résolution 230/XLVI, à savoir 25 États membres de la Liste A, 10 États membres de la Liste B et 22 États membres de la Liste C. La Consultation peut par ailleurs inviter à participer à ses travaux tout autre État membre ou tout représentant d'organisation ou de groupe susceptible de faciliter ses délibérations. Les États membres autres que les 57 membres de la Consultation sont autorisés à assister en ligne aux sessions de la Consultation en tant qu'observateurs sans droit de parole.
10. Le projet de résolution fait obligation de communiquer les noms des pays participant à la Consultation au plus tard le 11 février 2026 (date à laquelle le Conseil des gouverneurs sera saisi de la résolution), mais les listes sont invitées à transmettre ces informations à la direction dès que possible afin de faciliter la planification de la Consultation.



Investir dans les populations rurales

## Conseil des gouverneurs

Quarante-neuvième session

Rome, 10-11 février 2026

---

# Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

---

Document: GC 49/L.X

Point de l'ordre du jour: X

Date: X

Distribution: Publique

Original: Anglais

### **POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil des gouverneurs est invité à examiner et à adopter le projet de résolution ci-joint.

---

---

#### **Questions techniques:**

##### **Ronald Hartman**

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats  
et de la mobilisation des ressources à l'échelle  
mondiale

courriel: [r.hartman@ifad.org](mailto:r.hartman@ifad.org)

##### **Charlotte Thumser**

Analyste des partenariats, reconstitution des  
ressources

Division de l'engagement, des partenariats et de la  
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

courriel: [c.thumser@ifad.org](mailto:c.thumser@ifad.org)

---

## **Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

1. Le paragraphe 1 de la résolution 235/XLVII sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) fixe pour cette dernière une période triennale débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2025.
2. Aux termes de la section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, « afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, le Conseil des gouverneurs détermine périodiquement [...] si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes ».
3. Afin de réserver le temps nécessaire pour déterminer la disponibilité des ressources, avant l'expiration de la période couverte par FIDA13, le Conseil d'administration a examiné, à sa cent quarante-cinquième session en septembre 2025, le projet de résolution ci-joint portant établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14), et a recommandé sa soumission au Conseil des gouverneurs pour examen et adoption.
4. Compte tenu du bilan positif de la présidence externe pendant les Consultations sur les Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième reconstitutions des ressources, le Conseil des gouverneurs a décidé que la présidente ou le président de la Consultation sur FIDA14 serait nommé à l'issue d'une procédure ouverte devant s'achever avant la première session de la Consultation sur FIDA14, en collaboration avec le Conseil d'administration. Par la suite, le Conseil d'administration a approuvé la procédure par laquelle il entend sélectionner un président ou une présidente externe à recommander au Conseil des gouverneurs.
5. Conformément à cette procédure approuvée, sur recommandation du Président du FIDA, Mme Åslaug Marie Haga a été désignée présidente externe de la Consultation sur FIDA14.
6. La Consultation sur FIDA14 sera lancée le 12 février 2026, après une Table ronde des Gouverneurs sur FIDA14 à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs. Durant le débat, les membres de la Consultation conviendront de l'ordre du jour et des questions à examiner pour chacune des sessions ultérieures. La direction étudie par ailleurs la possibilité que certaines sessions de la Consultation sur FIDA14 ne soient pas organisées au siège du FIDA, mais accueillies par des États membres du Fonds. Le lieu finalement retenu pour chaque session sera soumis à l'aval de la Consultation.
7. En ce qui concerne la composition de la Consultation sur FIDA14, le Conseil d'administration, donnant suite aux délibérations informelles entre la direction et les Coordonnateurs, est convenu de maintenir celle qui a été adoptée pour la Consultation sur FIDA13 en vertu de la résolution 230/XLVI, à savoir 25 États membres de la Liste A, 10 États membres de la Liste B et 22 États membres de la Liste C. La Consultation peut par ailleurs inviter à participer à ses travaux tout autre État membre ou tout représentant d'organisation ou de groupe susceptible de faciliter ses délibérations. Les États membres autres que les 57 membres de la Consultation sont autorisés à assister en ligne aux sessions de la Consultation en tant qu'observateurs sans droit de parole.

## **Projet de résolution sur l'établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

### **Résolution .../**

#### **Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

##### **Le Conseil des gouverneurs du FIDA,**

**Rappelant** la section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui dispose que, « afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, le Conseil des gouverneurs détermine périodiquement [...] si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes »;

**Rappelant également** que la période arrêtée par le Conseil des gouverneurs dans sa résolution 235/XLVII pour la Treizième reconstitution des ressources du Fonds s'achèvera le 31 décembre 2027;

**Ayant pris connaissance** de la déclaration du Président du FIDA sur la nécessité de déterminer si les ressources dont dispose le Fonds sont suffisantes, ainsi que du document GC [...] y relatif;

**Ayant en outre délibéré** de la nécessité d'établir la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA;

##### **Décide ce qui suit:**

1. Une Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (« la Consultation sur FIDA14 ») sera établie pour déterminer si les ressources du Fonds sont suffisantes et faire rapport au Conseil des gouverneurs. Compte tenu du bilan positif de la présidence externe pendant les Consultations sur les Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième reconstitutions des ressources, le Conseil des gouverneurs approuve la nomination d'une présidente externe de la Consultation sur FIDA14 et choisit Mme Åslaug Marie Haga pour assurer la présidence externe de la Consultation. Les attributions de la présidence externe de la Consultation figurent en annexe à la présente résolution.
2. Une séance de coordination préliminaire pour le lancement de la Consultation sur FIDA14 sera organisée le jeudi 12 février 2026.
3. La Consultation se composera de 25 États membres de la Liste A, 10 États membres de la Liste B et 22 États membres de la Liste C. Ces États seront désignés par les Membres de la liste à laquelle ils appartiennent et ces désignations seront communiquées au Président du FIDA au plus tard le 11 février 2026. La Consultation peut aussi inviter à participer à ses travaux tout autre État membre ou tout représentant de groupe ou d'organisation susceptibles de faciliter ses délibérations. Les États membres autres que les 57 membres participant à la Consultation sont autorisés à participer aux sessions de la Consultation en tant qu'observateurs sans droit de parole.
4. La Consultation présentera un rapport sur les résultats de ses délibérations, assorti des recommandations voulues, à la cinquantième session du Conseil des gouverneurs et, le cas échéant, à des sessions ultérieures afin que les résolutions puissent être adoptées selon que de besoin.
5. Le Président du FIDA est prié de tenir le Conseil d'administration informé du déroulement des délibérations de la Consultation.
6. Le Président du FIDA et le personnel sont invités à apporter à la Consultation l'assistance dont elle pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions de manière efficiente et efficace.

## **Fonctions et attributions de la présidence externe de la Consultation**

Le président ou la présidente externe bénéficie du statut d'expert exerçant des fonctions auprès des comités du FIDA ou accomplissant des missions pour ce dernier en vertu de l'annexe XVI de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Il ou elle jouit ainsi de certains privilèges et de certaines immunités dans l'exercice de ses fonctions.

Dans le cadre de la Consultation sur FIDA<sup>14</sup>, cette personne:

- i) préside les sessions officielles de la Consultation;
- ii) facilite les réunions, débats et délibérations de la Consultation, avec l'appui du Secrétariat;
- iii) examine les projets de documents et de rapport établis pour chaque session de la Consultation;
- iv) avec l'appui du Secrétariat, dresse une synthèse des débats et prépare, à l'issue de chaque session, un résumé rendant compte de manière concise et précise de l'état d'avancement des négociations;
- v) dirige et facilite les délibérations et les négociations entre les États membres, ainsi qu'entre ceux-ci et les dirigeants du FIDA, en vue de parvenir à un consensus et d'assurer ainsi le succès de l'examen mené pour déterminer si les ressources du Fonds sont suffisantes;
- vi) mobilise un soutien extérieur en faveur du FIDA, notamment au niveau politique parmi les États membres, en collaboration avec les délégués respectifs et la direction du Fonds.